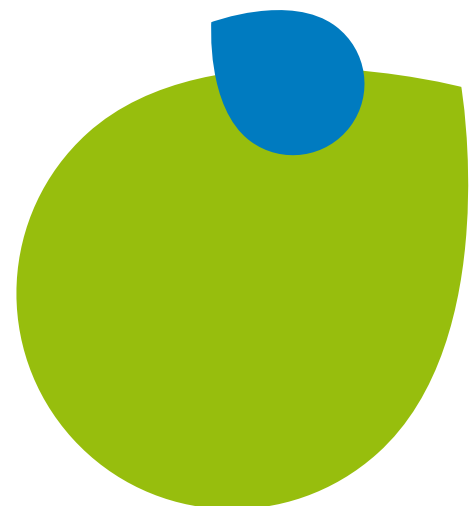


Avec la double logique économique, celle du marché international –néolibérale- conjuguée à celle des grands propriétaires ou commerçants, en cours actuellement, on est loin de venir à bout de la pauvreté au Guatemala et encore moins de parvenir à une juste répartition des richesses et une bonne utilisation équitable des biens publics.

Parmi les choses à mettre en place :

- La réforme fiscale : atteindre au moins jusqu'aux 13% d'impôt sur les rentes que prévoient les Accords de Paix pour servir les intérêts des 3 pôles : l'agriculture paysanne, l'éducation, la santé.
- La réforme agraire : à concevoir dans le cadre d'un développement rural intégral et agroécologique qui soit en faveur prioritairement du maintien de l'Agriculture Paysanne sur sa terre ; en orientant les recherches stratégiques et administratives sur des modèles de réforme autres que ceux basés sur le marché ; en appliquant un moratoire sur les superficies des cultures d'exportation à grande échelle.
- L'appui au secteur économique de l'agriculture : en réactivant la production de denrées alimentaires sur le plan national, particulièrement des « granos básicos » par l'agriculture paysanne. Ceci signifie : le soutien aux marchés locaux, de meilleures infrastructures agricoles, la diversification des activités...
- La poursuite de l'appui à des projets locaux : en développant de petits projets productifs, diversifiés, à dimension également politique dont ceux avec des femmes ; en étudiant ces petits projets de manière à fournir des éléments de transférabilité à d'autres (ex des fertilisants à adapter selon la géographie locale) ; en renforçant l'articulation entre le local et les autres niveaux (provincial, national et régional) ; et en appuyant les formations citoyennes et politiques avec une attention particulière aux conditions de participation des femmes.
- L'appui à la recherche, en promouvant les recherches qui donnent une vision de l'histoire tant historique que contemporaine; des recherches qui prennent en compte des indicateurs non seulement économiques mais aussi d'autres indicateurs (sociaux, de genre et environnementaux) dans la comptabilité nationale ; des études techniques, politiques, stratégiques, culturelles qui peuvent faire progresser la meilleure prise en compte de l'AP, indigène ou non, femme ou homme, vieux ou jeune.
- Le respect des droits humains et syndicaux nationaux et internationaux : en appliquant le code du travail dans les fincas actuelles, en poursuivant la lutte contre la propriété intellectuelle des semences ; en luttant contre la criminalisation de la protestation sociale et en soutenant les consultations populaires.



Au Nicaragua, le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), mène une politique paradoxale visant à satisfaire ses créanciers internationaux – par des politiques d'austérité – et la population – par des politiques redistributives...

Depuis l'ascension de la gauche – le FSLN – au pouvoir (fin 2006), le pays connaît deux formes de globalisation, tentant de concilier austérité économique et développement de programmes sociaux : intégration dans l'ALBA¹ dès 2007 et dans le même temps signature d'un accord sur un 5^{ème} plan d'aide orchestré par le FMI.

Des politiques néolibérales

Le premier des tableaux sur lequel joue le FSLN est celui de la globalisation néolibérale axée sur un développement économique ancré dans la compétition : accords de libre-échange avec les Etats-Unis et l'Union Européenne, ainsi que des accords passés avec le FMI.

Des politiques sociales

Parallèlement à ces politiques néolibérales, le gouvernement d'Ortega s'occupe de projets sociaux «rétablissement de la gratuité des services de santé et d'éducation, réduction de 50% sur les salaires des hauts fonctionnaires et mise en place d'un programme d'aide aux familles rurales pauvres». Ces projets sont principalement le fruit de la seconde globalisation – une intégration régionale axée sur les développements socio économiques par l'entremise d'une coopération économique. En 2007, l'Etat a lancé son programme «Hambre Cero» (Faim Zéro). Celui-ci se concrétise par l'octroi de « bonos productivos » (primes à la production) aux femmes chefs de familles en milieu rural. Ces bons/primes sont distribués sous forme de dons en nature (vache, cochon, poulets, matériel de construction, plants, graines et intrants).

Harmhel Antonio Dalla Torre Salguera, directeur du développement stratégique de la Cuculmeca, nous a offert une vision critique et constructive de ce programme. Critique étant donné que les « bonos productivos » sont différents de leur vision du développement basée sur la diffusion et l'utilisation des techniques agroécologiques. À la différence de leurs programmes, « Hambre Cero » est vu comme un programme assistentialiste. En effet, la Cuculmeca s'ancre dans une vision à long-terme et leur longue expérience de

terrain leur a montré que les réels changements n'apparaissent qu'après 5 à 6 années avec une communauté.

Néanmoins il se veut également constructif. Il envisage en effet une possible complémentarité entre leur projet de développement et ces «bons». Ceux-ci pourraient donc s'intégrer dans une action de développement (diminution de leur coût de production/accompagnement/...) à long terme. Par cette position, il rejoint, en partie, l'opinion d'Olivier De Schutter, Rapporteur Spécial pour le Droit à l'Alimentation, pour qui distribuer semences et fertilisants chimiques, peut créer des dépendances. Ce dernier proposait alors que ce programme se base sur le mouvement « campesino a campesino » qui est basé sur l'échange de pratiques agroécologiques entre paysans mais également entre paysans et chercheurs. Il insiste également sur la nécessité de mettre en place un plan de développement rural ainsi qu'une réforme agraire.

D'énormes progrès restent à faire – notamment en termes d'accès à l'eau potable, d'éducation dans les zones rurales et de création de routes carrossables. Des progrès doivent également être faits en termes de transparence et de cohérence. Malgré toutes les critiques que l'on peut avoir sur la gestion, l'élaboration et l'implémentation des programmes sociaux, investir dans le social c'est malgré tout investir dans le futur. Et c'est sans doute ce qui explique la réélection dernière du FSLN.

Malgré tout, le soutien populaire dont bénéficie ce parti n'est pas nécessairement gage d'une bonne stratégie de développement. C'est pourquoi, des associations, des mouvements de paysans, des fédérations de producteurs proposent une vision différente de leur société.

¹ Alternativa Bolivariana para América (Alternative Bolivienne pour l'Amérique) : zone régionale pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui a pour objectif de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale en se basant sur la doctrine politique de la gauche.

